

OBJET : évolution de l'opinion sur l'Europe

Une étude IFOP pour Valeurs Actuelles donne, à un an des élections européennes, le Front National à égalité du PS et de l'UMP (21 %). Ces estimations sont conformes à celles enregistrées lors d'élections partielles (Oise, Lot).

Elles sont également cohérentes avec les récents sondages quantitatifs (questions flash posées chaque semaine par le SIG ; Eurobaromètres réguliers ; étude annuelle du Pew research center publiée en mai) et qualitatifs (deux études commandés à TNS-Sofres et à Alain Mergier), dont on peut tirer les résultats suivants :

- 1. L'Europe reste lointaine et mal connue.** La hiérarchie des représentations spontanées associées à l'UE renvoie à des notions générales (la liberté de voyager, la paix, la démocratie ; mais aussi le gaspillage d'argent et la bureaucratie). Ses institutions sont bien identifiées (la Commission, le Parlement) mais leurs compétences presque totalement ignorées. Seuls 40 % des Français savent qu'ils peuvent élire directement les députés au Parlement européen (chiffres Eurobaromètre).

Trop abstrait, **ce n'est pas un espace dans lequel on se projette** : 77 % des Français pensent que leur voix peut compter en France, 41 % (-6) seulement qu'elle peut compter dans l'UE.

Cette abstraction protège d'une certaine manière l'Europe :

- **il n'y a pas de rejet de « l'Europe » en tant que projet**, même si les promesses ne sont pas tenues (83 % des Français pensent que l'Europe doit nous protéger de la mondialisation ; 36 % (-5) qu'elle le fait) ;
- **l'Europe n'est pas non plus vue comme responsable de la crise**, attribuée spontanément par les interviewés (études qualitatives) à la finance et à la concurrence déloyale de la mondialisation.

- 2. le fait nouveau est qu'il n'y a plus vraiment de demande positive envers l'Europe : ce n'est plus d'elle aujourd'hui que l'on attend des solutions à la crise, c'est de la politique menée en France.**

L'intérêt pour des solutions politiques à l'échelon national a toujours été plus fort que l'intérêt pour les politiques européennes (76 % contre 57 % ; stable dans le temps - chiffres Eurobaromètre).

Mais le sentiment d'urgence de plus en plus prégnant que mettent en évidence les études qualitatives (figure de l'hémorragie appelant des soins de premiers secours et non des traitements de fond) **renforce encore la demande adressée aux responsables politiques nationaux, plutôt qu'une hypothétique évolution européenne** dont on ne sait si elle est possible ni même si elle est souhaitable, et qui en tout état de cause renvoie à un horizon trop lointain.

Ainsi 59 % des Français jugent que la France sortira de la crise en comptant d'abord sur elle-même, 37 % seulement si l'union européenne se mobilise. Cette demande est d'autant plus forte chez les jeunes, comme si l'exposition à la crise renforçait l'attente de politique nationale (sondage SIG).

Cela explique que l'initiative européenne de la conférence de presse ait peu convaincue l'opinion - à 29 % - (sondage SIG), alors même qu'elle a été commentée par les médias comme l'évènement principal. Les mêmes résultats s'étaient reflétés au lendemain de l'interview sur France 2 (étude IFOP pour le JDD) : les explications sur le Mali, où la cohérence entre le diagnostic et l'action est évidente, avaient été jugées convaincantes à 69 % ; celles sur la politique européenne pas convaincantes à 66 %.

Tant que la crise est perçue sous le régime de l'urgence (le « pronostic vital » du pays est engagé ; les responsables politiques doivent agir vite), **chercher la sortie de crise à travers l'Europe paraît aux interviewés dans le meilleur des cas décalé, dans le pire des cas renvoie un sentiment d'impuissance ou d'indifférence.**

3. s'installe en revanche une demande, négative, de protection de la France contre l'Europe.

Si elle n'est ni la cause, ni la solution, les deux études qualitatives indiquent que l'Europe est vue comme empêchant la sortie de crise, contrariant les initiatives nationales, bloquant la re-prise en main souhaitée du pays. Non seulement l'Europe n'aurait pas permis le renforcement de chaque pays regroupés pour être compétitifs dans la mondialisation (projet qui continue à susciter l'adhésion), mais **elle semble aujourd'hui affaiblir les Etats-membre - et la France paraît particulièrement fragilisée.**

68 % des Français estiment ainsi que l'entrée en récession de la France est due à la récession européenne ; 26% seulement jugent qu'elle est la conséquence de la politique menée en France (sondage SIG). Même à droite, une majorité d'électeurs (53% contre 40%) désigne d'abord la responsabilité européenne ; à gauche celle-ci est désignée massivement (85%).

L'étude Pew avait fait ressortir des résultats similaires : 77 % des Français jugent que l'intégration économique européenne est un facteur d'affaiblissement de l'économie française, 22 % seulement qu'elle la renforce (fin 2009, les chiffres étaient de 53 % affaiblissement pour 45 % renforcement).

L'idée se répand, mise en évidence par les études qualitatives, qu'il faut désormais défendre la France - et ce qui semble disparaître : ses emplois, son économie, ses savoir-faire, ses spécificités - **contre l'Europe.** Les modèles spontanément cités par les interviewés sont :

- au niveau européen, l'Allemagne et le Royaume-Uni, comme exemples de pays défendant fermement leurs intérêts en Europe contrairement à la France ;
- au niveau national, Marine Le Pen, très fréquemment citée comme la plus consciente de la situation réelle des interviewés, et la seule à pouvoir taper du poing sur la table en Europe pour les défendre. JL. Mélenchon est pour sa part absent des réponses spontanées.

Dans ce contexte, la réaction du PR aux recommandations-pays de la Commission a été approuvée par 75 % des Français (pour 54 % la réaction était bonne ; 20 % jugent même que vous ne vous êtes pas montré assez ferme). Seuls 25 % l'ont trouvée trop ferme (essentiellement à droite : 37 % ; et chez les CSP + : 32 %) - sondage SIG.

4. une étude qualitative entièrement consacrée à l'Europe (la première depuis 2005) est en cours de réalisation par le SIG. Elle devrait permettre d'affiner ces résultats./.